



**PROVINCE DE QUÉBEC
MRC DE BEAUCE-SARTIGAN
MUNICIPALITÉ DE SAINT-HILAIRE-DE-DORSET**

**RAPPORT ANNUEL 2024 SUR L'APPLICATION DU RÈGLEMENT NUMÉRO 236-
2021 SUR LA GESTION CONTRACTUELLE**

ARTICLE 1 PRÉAMBULE

Sanctionnée le 16 juin 2017, la *Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs* permet, depuis le 1^{er} janvier 2018, à une municipalité de prévoir les règles régissant la passation de ses contrats dont le montant de la dépense est de 25 000 \$ et plus, mais inférieur au seuil obligeant l'appel d'offres publics.

L'article 938.1.2 du *Code municipal du Québec (C.M.)* exige que des règles à cet effet soient prévues au règlement de gestion contractuelle de la Municipalité.

Pour accompagner ce nouveau pouvoir, cette *Loi* est aussi venue obliger les municipalités à produire un rapport annuel portant sur l'application de leur règlement de gestion contractuelle. Ce rapport doit être déposé lors d'une séance du conseil au moins une fois par an.

ARTICLE 2 OBJET

Ce rapport a pour objectif de renforcer la transparence du processus de gestion contractuelle de la Municipalité en renseignant les citoyens sur l'application des mesures prévues à son règlement.

ARTICLE 3 RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

En vertu de la Loi, la *Politique de gestion contractuelle* adoptée par le conseil municipal le 1^{er} novembre 2010 est devenue le *Règlement numéro 236-2021 sur la gestion contractuelle* le 7 juin 2021.

Ce règlement comprenait les amendements édictés à la *Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions* qui a été sanctionnée afin de favoriser l'achat québécois sur une période de trois ans à compter du 25 juin 2021.

Ledit règlement a été modifié par le Règlement numéro 236-2024 le 2 décembre 2024 afin de se conformer aux amendements prévus à la *Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives* (L.Q. 2023, chapitre 33), sanctionnée le 8 décembre 2023, de même que la *Loi édictant la Loi visant à protéger les élus municipaux et à favoriser l'exercice sans entraves de leurs fonctions et modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal* (L.Q. 2024, chapitre 24), sanctionnée le 6 juin 2024.

En vertu desdits règlements, la Municipalité de Saint-Hilaire-de-Dorset se donne la possibilité d'accorder des contrats de gré à gré jusqu'au seuil décrété par le ministère pour tous types de contrats, en incluant certaines règles de passation de ces contrats.

Le Règlement est publié sur le site Internet de la Municipalité à l'adresse :

<https://www.sthilairededorset.ca/pages/gestion-contractuelle>

ARTICLE 4 MODES DE SOLLICITATION

La Municipalité peut conclure des contrats selon trois principaux modes de sollicitations :

- le contrat conclu de gré à gré
- le contrat conclu à la suite d'un appel d'offres sur invitation
- le contrat conclu à la suite d'un appel d'offres public (SÉAO).

L'estimation de la dépense du contrat à octroyer sert à déterminer le mode de sollicitation à utiliser. Lors d'une demande de prix de gré à gré, les justifications visant la transparence et la saine gestion des fonds publics doivent être présentées et des mesures doivent avoir été prévues afin de favoriser la mise en concurrence et la rotation parmi les fournisseurs potentiels.

La Municipalité de Saint-Hilaire-de-Dorset publie sur Internet la liste des contrats qu'elle conclut et qui comportent une dépense d'au moins 25 000 \$. Cette liste est publiée, conformément à la Loi, sur le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) approuvé par le gouvernement à l'adresse :

http://www.seao.ca/Reports/Rapport_Adjudication.aspx

Également, tel que requis par l'article 961.4 du *C.M.*, la Municipalité publie sur son site Internet la liste de tous les contrats comportant une dépense de plus de 2 000 \$ passés au cours du dernier exercice financier complet précédent avec un même cocontractant lorsque l'ensemble de ces contrats comporte une dépense totale qui dépasse 25 000 \$. Cette liste est accessible sur le site internet de la Municipalité à l'adresse :

<https://www.sthilairededorset.ca/pages/gestion-contractuelle>

ARTICLE 5 MESURES

Le Règlement prévoit plusieurs mesures visant à favoriser le respect des lois en matière d'intégrité, d'accessibilité, de transparence, d'éthique, d'impartialité et d'imputabilité en matière de contrats. Ces mesures ont été respectées.

ARTICLE 6 PLAINTÉ

Aucune plainte n'a été reçue concernant l'application du Règlement.

ARTICLE 7 SANCTION

Aucune sanction n'a été appliquée concernant l'application du Règlement.

ARTICLE 8 CONCLUSION

La Municipalité fait preuve d'une constante vigilance et de rigueur dans tout le processus de gestion contractuelle. Un effort continu est fait pour identifier des fournisseurs potentiels intéressés à œuvrer pour la Municipalité.

Rapport déposé lors de la séance du 7 avril 2025.

Nathalie Poulin
Directrice générale et greffière-trésorière